



# La lettre citoyenne

MARS 2009

<http://collectif-citoyen-plaisance.elunet.fr/>

N° 5

Bulletin d'informations du «31830 COLLECTIF DE GAUCHE, ALTERNATIF ET CITOYEN »

## 1 350 000 euros

En 1999 la municipalité met à la disposition d'une association, deux parcelles de terrains avec un bail emphytéotique (redevance annuelle : l'euro symbolique). L'association y a construit un foyer d'accueil.

Aujourd'hui l'association, qui veut développer ses activités, souhaite annuler le bail et demande à la commune, en échange du bâtiment (Surface Hors d'Œuvre Nette : **162,83 m<sup>2</sup>**), **l'attribution en pleine propriété**, sur le plateau de la Ménude, d'un terrain de 4,5 hectares (viabilisé) d'une valeur de 1,350 million d'euros.

Pour notre Collectif, la solidarité de la commune avec l'action d'une association, c'est la mise à disposition du terrain avec bail emphytéotique et non une transaction immobilière.

## Compte-rendu de mandat

Le 29/01/09, notre élu a alerté le conseil municipal sur l'impact pour la population et l'environnement du stockage des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques sur notre commune.

Il a rappelé que ces déchets contiennent beaucoup de substances nocives et proposé qu'une entreprise indépendante effectue les contrôles pour éviter au maximum les risques.

**La proposition n'a pas été retenue.**

Le Maire a annoncé la création d'une commission municipale.

Affaire à suivre !

## QUESTIONS, RÉPONSES... ACTION !

- **Qui paie l'impôt sur le revenu ?** Réponse : un peu plus de la moitié des Français (54% en 2007). L'impôt sur le revenu est progressif, nous le payons proportionnellement à nos revenus. C'est un des rares impôts à permettre une redistribution entre les riches et les pauvres.
- **A quoi sert l'impôt sur le revenu ?** Réponse : prioritairement, à financer l'accès de tous les citoyens à l'éducation, à la santé, à la justice, etc.

Toute politique de réduction de l'impôt sur le revenu et d'exonérations fiscales, diminue d'autant les ressources des services publics qui contribuent pour l'essentiel à garantir l'égalité des chances.

### **Aujourd'hui, les remises en cause du service public d'éducation et de la santé sont les conséquences directes de ces choix politiques.**

Cela des millions de français le savent ! En particulier les 46% qui ne paient pas d'impôt sur le revenu, tout simplement parce qu'ils sont relégués dans la zone des seuils de pauvreté (retraités, jeunes, travailleurs à temps partiels, précaires, chômeurs, etc.).

Plutôt qu'une réduction d'impôt, ils demandent des salaires et des retraites décentes pour faire partie, eux aussi, des contribuables imposables.

Il ne faut guère compter sur le Président et son gouvernement pour demander un effort à ceux qui bénéficient, depuis 10 ans, d'une envolée de leurs revenus (notamment avec le « bouclier fiscal »). Pas d'effort non plus pour les PDG et les actionnaires du CAC40.

Encore une fois c'est à chacun(e) d'entre-nous d'agir pour infléchir cette politique d'aggravation des inégalités sociales.

**Le « Collectif de gauche, alternatif et citoyen vous invite à participer, à la nouvelle manifestation intergénérationnelle et interprofessionnelle le 19 mars 2009, rassemblement à 14h30, à Compans-Caffarelli**

## De la Maternelle au lycée : Service Public d'Education en danger

Chaque année 150 000 élèves quittent l'école sans diplôme ou qualification.

Mesure après mesure, c'est une véritable déstructuration de l'Education Nationale que le gouvernement organise.

Sous couvert « d'égalité des chances », c'est une Ecole à plusieurs vitesses qui se met en place.

A la rentrée 2009 : suppression de 13 500 postes d'enseignants malgré 20 000 élèves en plus !

### Pour le Primaire (Maternelle et Elémentaire)

**Base Elèves**  
= fichage  
des enfants  
et  
des familles

**EPEP** (Etablissement Public d'Enseignement Primaire)  
= regroupement de 15 classes ou d'écoles  
→ **Disparition de la gestion nationale** des budgets, des objectifs, du recrutement des personnels.  
→ Sélection des élèves  
→ Disparition des petites écoles rurales

**Semaine de 4 jours** =  
contraire aux rythmes  
chrono biologiques  
+ **Garderie payante le mercredi**

**Suppression**  
de la carte scolaire  
→ **renforcement**  
des inégalités

**Nouveaux programmes**  
mis en place dans la hâte,  
**inadaptés**, rétrogrades et  
contestés  
par les chercheurs

**Evaluation CM2** =  
Evaluation sanction,  
qui **suivra l'élève**  
pendant sa scolarité

**Suppression des RASED**  
= disparition de la prise en  
charge des difficultés  
scolaires à l'école

### Pour le Collège et le Lycée

**2 h d'enseignement en moins** par  
semaine  
= **près d'une année scolaire supprimée**  
sur toute une scolarité

**Ecole Maternelle**  
bientôt remplacée par  
des **jardins d'éveil**  
payants

**Service Minimum d'Accueil**  
(en cas de grève)  
= garderie par des personnes non  
qualifiées → **Sécurité** des enfants  
**non assurée**

### Pour tous les établissements

**Au Collège :**  
• **Socle commun** = savoir  
minimum généralisé  
• **Lutte contre l'échec**  
scolaire réduite à  
2h d'aide individualisée par  
semaine.

**Dans les lycées :**  
• **35 élèves par classe**  
• Classes non dédoublées en langues  
• Disparition de nombreuses options  
• **Filières conditionnées par l'industrie locale**  
• **Démolition** de l'Enseignement Agricole Public

• **Banalisation de la**  
**présence policière**  
dans les  
établissements  
• **Traque des élèves**  
sans papiers

**Recrutement des**  
**enseignants**  
à bac + 5 sans aucune  
formation  
professionnelle

**Fin des remplacements par**  
**des enseignants** avec la  
création d'une Agence  
Nationale du Remplacement

**Transfert au**  
**privé** du soutien  
scolaire et  
d'enseignem<sup>ts</sup>  
optionnels

Mise en concurrence des  
établissements  
+ Baisse des fonds sociaux =  
**Fin**  
**de la mixité sociale**

Jour après jour, l'Etat se désengage au profit du secteur privé et au détriment des élèves.

Il ne s'acquitte plus de sa mission démocratique : faire réussir tous les jeunes.

**Qu'en sera-t-il demain de l'accès à l'éducation et aux savoirs ?  
L'éducation est notre avenir ! Battons-nous pour la défendre !**